

Concours section : 1er concours d'accès

Epreuve matière : Composition PENAL

N° Anonymat : ASSPP164 PX

Nombre de pages : 8

16/20

Concours : 1^{er}, ENM

Epreuve : Composition droit pénal ou procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



L'intention dans les infractions d'atteinte à l'honneur

Montesquieu affirmait, dans son célèbre ouvrage De l'Esprit des Loix, que la liberté des citoyens dépendait de la "bonté des lois criminelles." Cela implique une prévisibilité de l'interdit pénal, tant dans sa matérialité que dans son intentionnalité. En effet, l'infraction est classiquement présentée comme ayant trois éléments constitutifs : l'élément légal (principe de légalité des délits et des peines, art. 111-3 c.pén., art. 8 DDHC, art. 7 Conv. EDH), l'élément matériel et l'élément intentionnel. Ce dernier est consacré par l'article 121-3 du code pénal qui affirme qu'il "n'y a point de crime ou de délit sans intention de les commettre."

La nécessité de l'élément moral a été proclamé officiellement par le Conseil Constitutionnel, dans sa décision du 16 juin 1999, qui a déclaré que "la culpabilité ne saurait résulter de la seule imputabilité matérielle d'actes pénalement sanctionnés."

Cette injonction s'explique historiquement par l'interdiction des procès d'intention : l'intention doit s'accompagner d'acte matériel répréhensible et vice-versa. Le Conseil l'a récemment rappelé lorsqu'il a abrogé - pour la seconde fois - le délit de consultation de sites internet terroristes (QPC 19 décembre 2017, QPC 10 fév. 2017 - art. 421-2-5-2 c.pén.).

Ainsi, l'intention se définit comme la violation en connaissance de cause d'une prescription légale ou

N°

1/8

réglementaire. Elle est composée d'un dol général (la volonté de commettre l'infraction tout en sachant que cela est interdit) et parfois d'un dol spécial (intention particulière imposée pour certaines infractions, telle que l'*animus necandi* pour le meurtre).

Il convient donc de s'intéresser à l'intention dans les infractions d'atteinte à l'honneur. Ces dernières ne constituent pas un sous-groupe légal consacré par le code - celui-ci distinguant catégoriquement les atteintes aux biens (Livre 3) des atteintes aux personnes (Livre 2). Au sein de ce dernier ensemble, est distingué les crimes contre l'humanité et la personne humaine (Titre 1) des atteintes à la personne humaine (Titre 2). Les atteintes à l'honneur peuvent donc se ranger dans cette dernière catégorie, l'honneur étant protégée en tant que qualité personnelle d'estime de soi et de réputation face aux tiers. La protection de l'honneur est ancienne, passant des duels autrefois, aux Tribunaux aujourd'hui. L'atteinte à l'honneur peut également être réparée en considération de la protection due au respect de la vie privée ou de la présomption d'innocence (articles 9 et 9-1 du code civil).

La délimitation des infractions concernant l'honneur peut s'avérer délicate. Certaines infractions qui en sont proches seront ici exclus du propos en ce qu'elles ont trait plutôt à une atteinte à la dignité des personnes (discriminations, bigotage, harcèlements moral et sexuel). Il reste donc la diffamation, l'injure et la dénonciation calomnieuse. Le chantage, qui comprend une menace de révéler un fait de nature à porter atteinte à l'honneur (art. 312-10 gén.), sera également exclu en ce que son intention ne présente pas de réelle spécificité.

Comment le droit pénal appréhende-t-il l'intention dans les infractions d'atteinte à l'honneur ?

L'appréciation est variable selon l'infraction considérée mais l'exigence d'une mauvaise foi est commune à toutes (I). Cette spécificité de l'intention dans les infractions d'atteinte à l'honneur se retrouve également à propos de son exclusion (II).

I. L'appréciation variable de l'intention comme mauvaise foi :

L'intention est entendue spécifiquement pour les atteintes à l'honneur. La preuve de la mauvaise foi devra être explicitement rapportée concernant la dénonciation calomnieuse (B), alors qu'elle sera facilitée par un jeu de présomption pour la diffamation et l'injure (A).

A. Diffamation et injure : une intention de nuire présumée

La diffamation et l'injure publiques sont régies par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. L'article 29 de cette loi définit la première comme "toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne" (al. 1) et la seconde comme une "expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait" (al. 2).

Une jurisprudence ancienne et constante a aménagé la charge de la preuve de ces infractions en posant des présomptions - ce qui va dans le sens de la sévérité de la répression envers la personne poursuivie.

En effet, en matière de diffamation, les imputations diffamatoires sont réputées de droit faites avec l'intention de nuire (Crim., 24 juin 1920). De même, pour l'injure l'intention de nuire est présumée (Crim. 18 janvier 1950).

Ainsi, il n'est donc pas nécessaire que la mauvaise foi du prévenu soit expressément constatée dans l'arrêt de condamnation, du moment que le caractère diffamatoire est établi (Crim. 23 déc. 1968). De même, si les juges du fond constatent un simple doute sur l'intention de diffamer, ce ne sera pas suffisant pour relaxer le prévenu (Crim. 16 mai 1973).

On remarque donc que l'intention est ici déduite des propos et donc de la matérialité des faits. Ce procédé de facilitation de la preuve de l'intention est souvent utilisé en jurisprudence (notamment droit pénal

des affaires) pour faciliter la caractérisation de l'infraction. Mais elle va ici plus loin en posant ces présomptions. Est-ce que cela heurte les droits et libertés fondamentaux ?

La chambre criminelle de la Cour de Cassation a répondu par la négative. Concernant la diffamation, la présomption d'intention de nuire n'est pas contraire aux articles 6 et 10 de la Convention EDH car la preuve contraire est possible et que les droits de la défense sont assurés (Crim. 16 mars 1993).

Plus récemment, la Haute Cour a refusé de transmettre une QPC au Conseil Constitutionnel estimant que la présomption de mauvaise foi de l'injure, n'était pas contraire aux articles 11 de la Déclaration de 1789 relatif à la liberté d'expression, et 9 sur la présomption d'innocence (QPC 31 mai 2010).

A l'inverse, il semble que pour la dénonciation calomnieuse les exigences de preuve de l'intention soient plus fermes.

B. Dénonciation calomnieuse: la démonstration nécessaire de la mauvaise foi

La dénonciation calomnieuse est définie à l'article 226-10 du code pénal comme la dénonciation d'un fait de nature à entraîner une sanction et qui est faux, à une autorité (police, de poursuite, hiérarchie). La fausseté du fait dénoncé doit nécessairement résulter d'une décision définitive d'acquiescement, de relaxe ou de non-lieu déclarant que le fait n'a pas été commis ou n'est pas imputable à la personne dénoncée.

Cette infraction entend bien évidemment protéger l'honneur de la personne accusée à tort, une telle dénonciation pouvant lui porter préjudice à la fois moralement et pécuniairement (ex: homme politique, chef d'entreprise). Elle entend également préserver la présomption d'innocence.

Cependant, la jurisprudence demeure ferme quant à l'appréciation de l'intention, allant ainsi dans le sens de la clémence envers la personne poursuivie.

Concours section : 1er concours d'accès

Epreuve matière : Composition PENAL

N° Anonymat : ASSPP164 PX

Nombre de pages : 8

Concours : 1er ENM

Epreuve : Composition Droit pénal et Procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En effet, elle a défini l'intention comme la "connaissance de la fausseté du fait dénoncé ou imputé à autrui" (Crim. 13 janvier 1944). Il a été affirmé que la mauvaise foi était - comme en matière d'injure et de diffamation - un élément constitutif de l'infraction (Crim. 30 janvier 1979). Elle doit ainsi être explicitement démontrée. La jurisprudence a ainsi précisé que l'intention de nuire ne suffisait pas à caractériser la mauvaise foi (Crim. 30 janvier 1979). De même, la simple absence de bonne foi est insuffisante (Crim. 7 décembre 2004 : en l'espèce, les juges du fond avaient estimé que la prévenue ne "pouvait avoir agi de bonne foi") - une preuve positive de la mauvaise foi est donc impérativement exigée.

La Cour de cassation a récemment réaffirmé cette position en refusant de transmettre une QPC au Conseil constitutionnel quant à l'infraction de dénonciation calomnieuse (Crim. 8 avril 2014). Elle a précisé qu'il n'existait en la matière aucune présomption de culpabilité puisque le délit était seulement constitué lorsque le prévenu savait que le fait dénoncé était faux.

L'appréciation de l'intention dans les infractions d'atteinte à l'honneur est donc variable. Elle est définie comme une mauvaise foi qui est tantôt présumée (diffamation et injure) tantôt à prouver (dénonciation calomnieuse).

L'intention va cependant pouvoir être écartée lorsque certaines justifications sont apportées par le prévenu.

N°

5/8

II. L'exclusion justifiée de l'intention :

Des faits justificatifs vont pouvoir être présentés afin de neutraliser l'intention des infraction de diffamation et d'injure (A). Les juges européens en appellent à un même assouplissement en matière de dénonciation calomnieuse (B).

A. La justification de la diffamation et l'injure :

Malgré sa position de principe ferme concernant l'intention, la jurisprudence va accepter d'accueillir deux faits justificatifs de nature à faire disparaître l'infraction de diffamation.

En effet, il est de jurisprudence constante que la présomption d'intention de nuire peut disparaître en présence d'un fait justificatif de nature à admettre la bonne foi (Req. 8 fév. 1909).

La preuve de la bonne foi n'incombe cependant qu'au prévenu (cass. 2 mars 1978) et ne peut être relevée d'office par les juges du fond (cass. 11 avril 2012). La bonne foi se caractérise par plusieurs critères : la prudence dans l'expression de la pensée, le respect du devoir d'enquête préalable, l'absence d'animosité personnelle envers le diffamé et l'intention de poursuivre un but légitime (civ. 2^e, 14 mars 2002 ; civ 1^{re}, 17 mars 2011).

En vertu du principe de liberté des preuves pénales, il a été admis que la personne poursuivie pouvait rapporter des preuves obtenues de façon illégale ou déloyale pour la nécessité de sa défense (cass. 19 janvier 2010).

L'appréciation de la bonne foi doit se faire par rapport au caractère d'intérêt général du sujet sur lequel portent les propos litigieux et du contexte politique dans lesquels ils s'inscrivent. En effet, l'infraction de diffamation va souvent entrer en conflit direct avec la liberté d'expression, garantie à la fois constitutionnelle et conventionnelle de la démocratie.

Ainsi une jurisprudence abondante et démentie a été dégagée par certaines professions propices à utiliser des mots diffamants : les journalistes, les historiens ou encore les humoristes bénéficient d'une plus

large marge de manœuvre dans leur propos.

Les journalistes notamment seront souvent amenés à invoquer l'exception de vérité (*exceptio veritatis*) - deuxième fait justificatif de nature à exclure l'infraction de diffamation (art 35). Loi 1881

Dans le célèbre arrêt *Fressoz et Raire* contre France du 21 janvier 1999, la Cour Européenne avait ainsi précisé que l'article 10 Conv. EDH protégeait le droit des journalistes de communiquer des informations sur des questions d'intérêt général dès lors qu'ils s'expriment de bonne foi et sur la base de faits exacts.

Concernant, l'injure - qui ne recherche le plus souvent pas cette intention noble - la jurisprudence est plus restrictive quant aux faits justificatifs. En effet, seule l'excuse de provocation est de nature à leur ôter leur caractère punissable (Crim. 10 mai 2006).

Il convient d'ajouter que parfois l'intention va être tout simplement ignorée grâce aux immunités parlementaire et judiciaire (art. 41 loi 1881), qui empêcheront toute poursuite.

B. La justification de la dénonciation calomnieuse:

En apparence, comme nous l'avons vu, la jurisprudence ne semble pas imposer de présomption de culpabilité. Ainsi, l'infraction de dénonciation calomnieuse devrait pouvoir être écartée lorsqu'est apportée la preuve de l'absence d'intention, nécessaire à la caractérisation de tout délit (art. 121-3 c.pén.)

Or, la Cour EDH a jugé qu'il existait indirectement une telle présomption du fait d'une interprétation jurisprudentielle interne stricte quant au caractère véridique des décisions de relaxe, d'acquiescement ou de non-lieu.

En effet, dans une décision *Klouvi* contre France du 30 juin 2011, elle a estimé qu'il y avait violation de la présomption d'innocence et du droit à un procès équitable (art. 6 CEDH). Elle relève une appréciation stricte des juges du fond qui déduisent "nécessairement" de la décision de non-lieu, la fausseté des faits dénoncés et caractérisent ainsi l'élément intentionnel.

De plus, un nouvel examen des faits dénoncés est exclu puisqu'il remettrait en cause les conclusions du juge d'instruction dans son ordonnance de non-lieu.

Ainsi, la Cour EDH a estimé que la requérante était confrontée à une double présomption qui "réduisait de manière significative les droits garantis par l'article 6, le Tribunal ne pouvant peser les diverses données en sa possession et devant recourir automatiquement aux présomptions légales." La requérante n'avait donc aucune possibilité d'apporter des preuves à soumettre au débat contradictoire pour établir la réalité des faits et son absence de culpabilité avant que celui-ci ne se prononce.

En définitive, il semblait donc impossible de justifier l'infraction en prouvant la non-intention ; ce qui a été jugé contraire au procès équitable. La déduction ainsi faite par la jurisprudence française concernant l'intention de la dénonciation calomnieuse a ainsi été jugée in conventionnelle. La Cour EDH invite alors les juges du fond, premier juge de la conventionnalité des lois, à prendre cela en considération lorsqu'ils apprécieront l'intention du prévenu dans des espèces similaires.